

sein de l'abondance, en cette année de prospérité sans égal. Rien n'indique que le ministre ou le Gouvernement auquel il appartient aient un remède à la situation. Le fait est qu'aux pages 2612 et 2613 du *hansard*, il donnait à entendre que la situation empirerait. C'est précisément ce manque apparent d'un tel plan, d'un tel remède, qui appelle surtout la critique de notre groupe, la C.C.F.; car on semble en effet n'avoir aucunement prévu un service social.

Il y a déjà beau temps que le gouvernement central a conféré avec les provinces, pour tâcher d'élaborer un plan mutuellement avantageux, et pourtant le Gouvernement louvoie encore, n'établissant pas de plans, ou ne paraît pas en établir. Il est temps de jeter les bases d'un programme de service social et de subventionner les recherches à cette fin. Evidemment, le gouvernement central impute à d'autres l'échec de la conférence, et je crois qu'il a raison. Mais même s'il n'a pas eu tous les torts, il ne peut dégager sa responsabilité. Il constitue le parti qui a été chargé de gérer la chose publique. Le Gouvernement a passé des accords avec les gouvernements provinciaux; eh bien, qu'il en passe d'autres pour l'adoption de mesures de sécurité sociale. J'ai été content de voir aujourd'hui dans mon journal que la Nouvelle-Ecosse est maintenant du nombre des provinces signataires de l'accord.

Comme exemple de la puissance d'achat en réserve entre les mains du peuple, le Gouvernement aime à signaler le montant des épargnes dans les banques et du portefeuille des obligations. N'empêche que la moitié de notre population n'a aucune part de ces réserves, et ce sont ces gens qui dépensent jusqu'à leur dernier sou pour s'acheter le nécessaire. Quant aux possesseurs de cette réserve, ils ne l'affectent pas à l'achat de denrées de consommation. Ils cherchent à glacer leurs capitaux avantageusement, à faire des placements qui, à leur tour, produiront un surcroît de denrées de consommation sans accroître la puissance d'achat requise pour les obtenir. Dans de pareilles conditions, un danger nous menace, celui de la crise maintes fois prédite, ou de la régression, comme le ministre des Finances l'appelait cet après-midi. Devant cette éventualité, si jamais elle se réalise, la nation sera de nouveau divisée, sans plan d'ensemble pour remédier à la situation.

Je passe maintenant à certains reproches que l'opposition officielle a formulés contre l'exposé budgétaire. L'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell), critique de l'opposition officielle, a toute ma sympathie parce que, lors de son discours, il se trouvait indisposé. Je constate son absence ce soir,

[M. Knight.]

mais j'espère sincèrement qu'il s'est tout à fait rétabli. Toutefois, sa faiblesse physique était encore moins prononcée que celle de son discours. La comparaison est odieuse, mais comment m'empêcher de comparer ce discours avec celui, aussi concis que viril, de l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell), qui a critiqué le même budget mais sous des angles tout à fait différents?

Les allusions de l'honorable député de Muskoka-Ontario à la prétendue classe moyenne m'ont vivement intéressé. Il a rangé dans cette catégorie ceux dont le revenu annuel s'établit de \$3,000 à \$7,500. Je lui dirai, même s'il peut se dispenser de mes lumières sur ce point, qu'en termes d'argent—ceux qu'il comprend bien—ces salaires ne sont pas ceux de notre classe moyenne. Les particuliers qui touchent un revenu situé vers la moyenne de ces deux extrêmes, soit \$5,250 ou de \$5,000 à \$6,000, étaient, en 1942, d'après l'*Annuaire du Canada*, au nombre de 8,390. En 1943, il y en avait 9,691; et ce sont ceux à qui l'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell) applique le vocable de classe moyenne de notre pays, dont la population, je suppose, est d'environ 11 millions. Cette allusion aux classes par mon honorable ami m'a fort intéressé, de même que son plaidoyer en faveur de taux d'intérêt plus raisonnables destinés à permettre à ceux qui ne travaillent pas de s'assurer de meilleures normes d'existence à même le revenu de leurs placements. Le mot classe est assez significatif, dans la bouche de l'honorable député, lui qui est un des chefs du parti tory, surtout quand on songe à son *lapsus linguae* de l'autre jour, alors qu'il a qualifié les électeurs de stupides. Je sais que c'était un *lapsus* et qu'on ne devrait peut-être pas le lui reprocher; toutefois, si on le met en regard de l'autre question, peut-être est-il significatif. Lorsque l'honorable député n'était qu'un garçonnet, le mot "classe" était d'usage courant et avait un sens bien différent de celui qu'il a pris de nos jours. La classe dont faisait alors partie une personne n'était pas uniquement fonction de sa richesse. On parlait alors de naissance, d'éducation et de culture, mais maintenant l'honorable député tombe dans l'erreur qu'il reprochait justement au ministre des Finances (M. Abbott) dans sa réponse de l'autre jour, lorsqu'il a dit que le ministre ne parlait toujours que d'argent et d'argent. Je signalerai à quelques-uns de mes honorables amis du parti tory que j'en suis à ma troisième session et que, depuis que je siège en cette enceinte, quelques-uns d'entre eux ne parlent guère que d'argent, d'argent et encore d'argent.

Ainsi, d'après mon honorable ami, la classe moyenne se compose de ceux dont le revenu